

En avant vers le mouvement d'ensemble !

Momentanément, les divers mouvements de grève marquent le pas... Malgré la volonté de combat attestée par de récentes consultations (mineurs, cheminots, Renault actuellement), les travailleurs n'ont pas encore réussi à surmonter les nombreux obstacles constitués par la division syndicale, le manque de coordination large de leurs luttes, l'inexistence de programme unificateur et d'une revendication centrale commune, l'absence totale de perspectives, tous éléments indispensables pour de nouveaux et grands succès.

Le gouvernement Mollet, fort de la confiance de la bourgeoisie, entend se maintenir aussi longtemps que le soutien hypocrite des différentes centrales syndicales le lui permettra.

Cependant, les mesures d'austérité promises par Ramadier, l'appel à la « patience et à la modération dans les revendications », lancé par G. Mollet, la poursuite de l'insupportable guerre colonialiste d'Algérie, patronnée par le parti socialiste, les misérables 2,5 % lâchés à la SNCF, à la RATP, etc..., exaspèrent de plus en plus les travailleurs.

Après Dunkerque (chantiers navals), le boulevard Saint-Germain à Paris (RATP), voici encore les travailleurs de l'EDF à Lyon aux prises avec la police, le vendredi 3 mai.

La lutte promet de se durcir encore, malgré ce 1^{er} Mai-éteignoir bien loin des glorieuses traditions ouvrières, gentiment et « champêtrement » organisé par la CGT, totalement ignoré ou presque par FO et CFTC qui se contentent de garnir la page centrale de leur hebdomadaire, de quelques souvenirs historiques.

LE JEU DE FO ET DE LA CFTC

Il paraît un peu simple de considérer que la seule pression des travailleurs a contraint FO à s'aligner sur les mouvements organisés par la CGT et la CFTC, voire à en prendre l'initiative comme à la RATP. FO a déjà montré (voir août 1953) qu'elle sait affronter ouvertement l'hostilité des travailleurs. Il est beaucoup plus probable que, face au mouvement gréviste, cette centrale utilise la classique manœuvre du « contre-jeu ». Chacun sait que les conflits d'une trop grande ampleur et de grande intensité sont plus difficiles à maîtriser. L'indulgence de la presse bourgeoise à l'égard de FO dans la grève de la RATP est significative à cet égard, presse qui naguère savait verser les larmes de crocodile d'usage devant les petites gens, les vieillards obligés de se déplacer à pied. Cette fois, c'était le ton de la bonne humeur.

Cependant, la peu glorieuse expédition du parti socialiste au gouvernement compromet les intérêts de la centrale contrôlée par ce parti et FO éprouve le besoin de redorer son blason, d'autant plus qu'elle se trouve serrée de près par sa collègue réformiste, la CFTC. L'attitude de cette dernière est plus complexe. Elle tire l'essentiel de son influence et de son renforcement relatif depuis la scission de 1947, par sa plus grande habileté dans ses rapports avec la CGT en pratiquant même, dans certaines circonstances, l'unité d'action avec cette dernière. Comme elle améliore ses positions dans la classe ouvrière, surtout aux dépens de FO, elle entend mettre à profit les difficultés de la centrale syndicale contrôlée par le Parti socialiste. Cette rivalité explique le rapprochement CFTC-CGT à l'EDF et à la SNCF auquel FO réplique en proposant à la CGT une grève de 48 heures à la RATP.

Dans le cas de la CFTC, l'approche de son Congrès confédéral peut également être à l'origine de la surenchère des Fédérations minoritaires de tendance Reconstruction principalement et qui sont désireuses de modifier le rapport de forces dans leur propre Centrale.

Devant ces chassés-croisés on comprend mieux les regrets de G. Mollet constatant que la « CGT soit victorieuse de la bataille de l'unité d'action malgré les événements de Hongrie »..., mais on apprécie d'autant plus à son juste prix la volonté du chef du gouvernement de recevoir les Centrales syndicales, à l'exclusion de la CGT.

LA CGT

L'arrogant Monmousseau à la Bourse du Travail le 1^{er} Mai, et les dirigeants du PCF et de la CGT dans leurs écrits et dans leurs paroles ont la détestable habitude d'attribuer à leur politique, leur orientation, tous les mérites du climat revendicatif en cours, ignorant délibérément le mouvement propre de la classe. Ils peuvent ainsi masquer le vide réel de leur politique mais ils ne peuvent pas totalement dissimuler l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier à la recherche des mots d'ordre, de la politique et de la direction capable de les faire aboutir.

La CGT, dont le projet de programme d'action s'identifie à la politique de « grandeur nationale » du PCF, comme ce Parti, ne vise pas le renversement du gouvernement Mollet, mais s'efforce de maintenir une pression sur ce dernier, capable de lui faire sentir, face à la puissance ouvrière dont la grève de 48 heures de la SNCF n'est qu'un échantillon, combien sa position reste fragile.

La politique « nationale » bouche les perspectives aux ouvriers. Elle a comme conséquences l'abandon d'un programme ouvrier et l'adoption de revendications misérables comme le SMIG à 145 fr. l'heure, 20 % sur les allocations familiales, la suppression des abattements de zones dont on sait qu'ils n'empêchent pas la pratique des bas salaires encore inférieurs aux limites légales que ces zones prétendent faire respecter.

Si ces revendications sont compatibles avec les possibilités de l'économie capitaliste française, elles ne mobilisent pas les ouvriers.

La résolution de la Commission administrative de la CGT du 25 avril constate que 1.813.000 salariés du commerce et de l'industrie gagnent moins de 25.000 francs par mois. La résolution explique également que ces ouvriers, les plus défavorisés, sont aussi les moins bien placés, les plus dispersés et les moins capables du fait de leur isolement d'organiser leur défense.

Mais alors, pourquoi aligner le programme sur l'arrière-garde? Sinon pour les raisons données plus haut, arrière-garde qui ne se mobilise pas et ne le peut.

La question qui est posée, c'est que la CGT doit avoir une plateforme revendicative, une politique qui mobilise les secteurs décisifs de la classe ouvrière (Métallurgie, Sidérurgie, Mines, Transports, Energie, Bâtiment, etc...). Ce sont les travailleurs de ces industries, concentrés, mieux organisés, riches d'expériences et de traditions, l'avant-garde en un mot, qui sont les plus aptes à entraîner dans leur combat l'ensemble des salariés et plus particulièrement ceux des couches arriérées. 1936 est instructif à cet égard.

Voilà pourquoi les travailleurs de ces secteurs qui veulent se battre, se heurtent, en fait, consciemment ou inconsciemment à la barrière de l'inertie, de la mauvaise foi, des « parloles » de leurs dirigeants.

Face aux 25.166 fr. par mois de la CGT qui a quand même le mérite par rapport à FO et CFTC de chiffrer quelque chose, les travailleurs opposent leurs revendications.

LES REVENDICATIONS OUVRIÈRES

Les ouvriers de Renault qui gagnent de 10 à 20.000 francs de plus que le SMIG proposés par la CGT, adoptent néanmoins 30 à 50 fr. de l'heure, soit 5.000 à 8.000 fr. par mois, Hispano et d'autres également. Même les métallos du Havre qui réclament une gamme de salaires basés sur 28.200 francs, etc... Dans toutes les autres corporations, les travailleurs réclament entre 5 et 8.000 fr. par mois (Voir V. T., n° 61 d'avril 1957). Mais... chez les cheminots, les 5.000 fr., traduits par leurs dirigeants, deviennent la revendication anodine de: Commission paritaire. De même à la RATP on parle peu chez les responsables des 8.000 fr. par mois, mais beaucoup de la modification de la grille des salaires par échelles hiérarchiques. L'ineffable Breteau (Métaux CGT), un des ténors de la particularisation naguère, récite béatement: « ...D'immenses possibilités existent pour aller des actions partielles à des puissants mouvements plus généralisés », mais se garde bien d'ouvrir des perspectives aux métallos de chez Hispano qui, appliquant la ligne ancienne strictement, aimeraient bien connaître la nouvelle, en sont déjà à plus de 1.500 (quinze cents) débrayages partiels. Leur patron n'est pas encore vaincu, lâche des miettes, manœuvre en tentant de diviser son personnel par la création de super-catégories. Autre question à Breteau: Pourquoi l'Union Syndicale de l'Aéronautique se bat-elle pour une convention collective, très mobilisatrice si l'on s'en réfère aux mouvements qui ont eu lieu simultanément dans toutes les usines d'aviation, alors que les trois autres unions récemment constituées, dont celle de l'automobile très importante, en sont aux revendications d'usines? Cela n'empêche pas le Syndicat Renault, de façon très contradictoire et très empirique, de réclamer l'alignement des salaires qui sur Simca, sur Chausson, etc...

Les travailleurs en ont assez. Ils vont cesser de marquer le pas. Le moment est venu d'imposer:

- L'unification des revendications.
- L'harmonisation des salaires par la conclusion de conventions collectives.
- De véritables salaires minima garantis par catégorie, avec une base autour de 40.000 francs minimum. De 40 à 50 fr. de l'heure, soit 7.000 à 8.000 francs dans l'immédiat.
- Les 40 heures, sans diminution de la paie actuellement perçue.
- Une véritable échelle mobile.
- La constitution de Comités de lutte, d'unité d'action, de grève.
- La coordination des luttes.
- La préparation d'un mouvement d'ensemble des travailleurs de toutes corporations.

C'est la voie du succès.

DUPARC.